

# « Je ne peux pas vivre sans eux » : à Athis-Mons, le combat de Fatima pour faire venir sa famille bloquée à Gaza

De nationalité française, Fatima Kollab, 76 ans, se démène afin d'obtenir des visas humanitaires pour sa belle-fille et ses quatre petits-enfants gazaouis qui vivent au rythme des bombardements israéliens depuis un an. Une situation dramatique qui pousse cette ancienne professeure de français à saisir le Conseil d'État.

Par Julien Lec'hvien

Le 5 octobre 2024 à 06h56

**Abonnés** Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article.



Athis-Mons (Essonne), le 3 octobre. Fatima Kollab espère pouvoir héberger bientôt sa belle-fille et ses quatre petits-enfants, bloqués à Gaza depuis le début de la guerre entre Israël et le Hamas. LP/Julien Lec'hvien

Réagir

Enregistrer

Écouter l'article

00:00/00:00

Trois photos disséminées dans son salon, à [Athis-Mons](#) (Essonne), résument la vie de Fatima Kollab, 76 ans, et son combat pour faire venir en France sa famille bloquée à Gaza depuis un an. La première, ensevelie sous une pile de documents, date de « 2004 ou 2005 ». Cette ancienne professeure de français pose en chapeau bleu aux côtés de ses anciens collègues du centre culturel français de Gaza, où elle a travaillé entre 1998 et 2007, et de [Michel Barnier](#), alors ministre des Affaires étrangères en visite au Proche-Orient. C'est à cette époque que Fatima, qui est née et a vécu en Algérie jusqu'à la fin des années 1990 avec son mari palestinien et leurs quatre enfants, obtient la nationalité française.

Le deuxième cliché trône au-dessus du canapé. C'est un portrait de son fils, Munther, policier de l'autorité palestinienne mort dans l'exercice de ses fonctions en 2007. Cette année-là, [le Hamas](#) prend le contrôle de la bande de

Gaza. Dans la foulée, Fatima quitte la Palestine et s'installe à Athis-Mons, dans la maison où elle nous reçoit ce jeudi 3 octobre devant une tasse de café et une assiette de pâtisseries orientales.

## « Il a perdu 30 kilos »

Elle laisse alors derrière elle sa belle-fille veuve et ses quatre petits-enfants, âgés de 16 à 25 ans. Sa voix assurée se gonfle d'émotion : « Ils sont nés dans mes bras. Je ne peux pas vivre sans eux, ni eux sans moi. » Jusqu'à l'été 2023, elle leur rend visite, « une à deux fois par an ». Depuis le début de [la guerre entre Israël et le Hamas](#), déclenchée par les massacres commis par le mouvement palestinien le 7 octobre 2023, elle doit se contenter de messages échangés via WhatsApp et, quand le réseau le permet, d'appels vidéo.

Alors qu'elle fait défiler sur son portable des clichés de ses proches restés à Gaza, elle arrête son doigt sur la troisième photo, un sourire aux lèvres. Sur l'écran, le corps bien en chair et la mine insouciant de Labeeb, un de ses quatre petits-enfants, valent horodatage : la photo a été prise avant la guerre. « Il a perdu 30 kilos depuis, lance Fatima. Ils ont tous maigri. Le petit dernier a le visage émacié. »

Le résultat de mois de privations et de [déplacements forcés au gré de l'avancée de Tsahal dans l'enclave palestinienne](#). Depuis le mois de novembre 2023, au cours duquel les bombardements israéliens détruisent en partie l'appartement familial de Gaza, elle mène un combat jusqu'au plus au sommet de l'État français pour extraire ses petits-enfants et leur mère de l'enfer gazaoui.

---

**À lire aussi** Liban : l'armée israélienne aurait visé dans la nuit le potentiel successeur de Nasrallah à la tête du Hezbollah

---

À part Ahmed, son petit-fils envoyé à [Ramallah, en Cisjordanie](#), pour y faire soigner un cancer de la thyroïde, sa belle-fille et ses trois autres petits-enfants « survivent » désormais à Khan Younès, dans le sud de la bande de Gaza. Ils y vivent avec sept autres personnes dans « deux pièces » de la maison « en

ruines » d'une tante et passent leur temps à « faire la queue » devant le camion-citerne qui distribue l'eau.

## Newsletter L'essentiel du 91

Un tour de l'actualité de l'Essonne et de l'Île-de-France



[S'inscrire à la newsletter](#)

[Toutes les newsletters](#)

« Ils ne font rien de leur journée. Je veux les faire venir en France car ils n'ont plus rien, même pas des chaussures. C'est une situation intolérable », fustige la retraitée. Ses nombreux courriers adressés à la cellule de crise du consulat général de France à Jérusalem, au quai d'Orsay et à Emmanuel Macron n'ont pas changé la donne.

## Une pétition et plus de 12 000 signatures

Les autorités lui opposent que ses petits-enfants et sa belle-fille, qui n'ont pas la nationalité française, ne « remplissent pas les critères d'évacuation » pour rejoindre la France, même au titre du regroupement familial. De quoi agacer l'Athégienne : « Pourquoi mes amies [ukrainiennes ont pu arriver sans passeport en France](#) pendant la guerre contre la Russie et pas mes petits-enfants ? » Sollicité, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères n'a pas répondu à nos demandes.

En juin, le tribunal administratif de Nantes (Loire-Atlantique) a par ailleurs rejeté le référé-liberté demandant la délivrance de visas d'entrée en France à ses proches, au motif que la requête ne présente pas de caractère d'urgence. Une ordonnance que Julien Martin, l'avocat de Fatima, va contester devant le Conseil d'État. Selon lui, cette décision est « hallucinante », compte tenu du « danger grave que court la famille Kollab » à Gaza et de la « souffrance » endurée par sa cliente, qui, rappelle-t-il, a « travaillé pour la France et les autorités consulaires » lorsqu'elle vivait à Gaza. Des « circonstances particulières » qui le « laissent penser » qu'une saisine de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) est « envisageable » en cas de défaite devant la plus haute juridiction administrative française.

## À lire aussi « Nous nous sentons délaissés par la France » : l'appel d'un père de famille bloqué à Gaza avec trois enfants français

« Le devoir de la France est de faire en sorte que toute personne qui l'a servie puisse retrouver sa famille », martèle Jean-Jacques Grousseau, maire (PS) d'Athis-Mons. Pour sortir de « l'impasse » juridique de la situation et permettre à la famille de se réunir en France, l'élu a sollicité dans une lettre l'intervention personnelle d'Emmanuel Macron. Partagée en ligne sous forme de pétition, la missive a déjà [recueilli plus de 12 280 signatures](#) en dix jours.

« Je suis très contente. Chaque minute, je regarde où ça en est », sourit Fatima, « prête à tout » pour rapatrier les siens en France. Et pour pouvoir compléter la série de trois photos par une quatrième, celle de sa famille enfin réunie chez elle, loin de Gaza.

---

### Essonne >

[« Le beau appartient à tout le monde » : la 500e micro-folie apporte l'art à la prison de Fleury-Mérogis](#) **P**

[Essonne : la RN20 coupée plusieurs heures après un accident mortel à hauteur d'Étréchy](#)

[Nouvelle élection municipale à Saintry-sur-Seine après la démission du maire et de sa majorité](#)

[Voir tous les commentaires](#)

## Athis-Mons

---